

[TABLE DES MATIÈRES]

PRÉFACE	7
CHAPITRE I^{ER} - LE DROIT ÉCONOMIQUE	9
<i>SECTION 1. ORIGINE ET DÉFINITIONS</i>	9
<i>SECTION 2. LA NOTION D'ENTREPRISE</i>	11
<i>SECTION 3. LES SOURCES DU DROIT ÉCONOMIQUE</i>	14
<i>SECTION 4. LE RÔLE DES USAGES EN DROIT ÉCONOMIQUE</i>	15
CHAPITRE II - LA PREUVE	17
<i>SECTION 1. LE DROIT ÉCONOMIQUE ADMET LA PREUVE PAR TOUS MOYENS DE DROIT</i> ..17	
<i>SECTION 2. LE DROIT ÉCONOMIQUE LIBÈRE L'ÉCRIT DU FORMALISME</i>	18
<i>SECTION 3. LE DROIT ÉCONOMIQUE ACCEPTE LA PREUVE PAR LA COMPTABILITÉ</i>	18
<i>SECTION 4. LE DROIT ÉCONOMIQUE AUTORISE LA PREUVE PAR FACTURE</i>	19
<i>SECTION 5. RÈGLE DE FOND OU RÈGLE DE PREUVE : LE CAS DE LA MISE EN DEMEURE</i> ...	20
CHAPITRE III - LE STATUT DES ENTREPRISES	21
<i>SECTION 1. L'ENTREPRISE DOIT S'INSCRIRE</i>	21
1. L'OBLIGATION D'INSCRIPTION	21
2. CONDITIONS PRÉALABLES	22
3. LE DROIT D'ÉTABLISSEMENT DE L'ENTREPRISE ÉTRANGÈRE	23
4. LA LIBRE PRESTATION DE SERVICES PAR UNE ENTREPRISE ÉTRANGÈRE	27
5. LA LIBRE CIRCULATION DES MARCHANDISES ÉTRANGÈRES	32
6. PUBLICITÉ ET SANCTIONS	42
7. SITUATION MATRIMONIALE	42
8. OBLIGATION DE DISPOSER D'UN COMPTE	42
<i>SECTION 2. L'ENTREPRISE EST JUSTICIABLE DU TRIBUNAL DE L'ENTREPRISE</i>	43
<i>SECTION 3. L'ENTREPRISE EST SOUMISE AU DROIT COMPTABLE</i>	44
<i>SECTION 4. L'ENTREPRISE PEUT SOLLICITER UNE RÉORGANISATION JUDICIAIRE</i>	49
1. CHAMP D'APPLICATION	50
2. DE LA DÉTECTION DES ENTREPRISES EN DIFFICULTÉ À L'OCTROI D'UN SURSIS	50
3. L'ACCORD AMIABLE	52
4. L'ACCORD COLLECTIF	53
5. LE TRANSFERT SOUS AUTORITÉ DE JUSTICE	54
6. ÉVALUATION	54
<i>SECTION 5. L'ENTREPRISE EST SOUMISE AU RISQUE DE FAILLITE</i>	55
1. CONDITIONS DE LA FAILLITE	55

2. EFFETS SUR LE FAILLI	57
3. EFFETS SUR LE CONJOINT.....	58
4. EFFETS SUR LES CRÉANCIERS	59
5. LA PÉRIODE SUSPECTE.....	61
6. LE RÈGLEMENT DE LA FAILLITE.....	62

**CHAPITRE IV - LES PRATIQUES DE MARCHÉ ET LA PROTECTION
DU CONSOMMATEUR** 65

<i>SECTION 1. LES AMBITIONS DU DROIT EUROPÉEN.....</i>	65
<i>SECTION 2. LA RESPONSABILITÉ DU FAIT DES PRODUITS DÉFECTUEUX.....</i>	66
<i>SECTION 3. CONFORMITÉ ET GARANTIE DES BIENS DE CONSOMMATION.....</i>	67
<i>SECTION 4. LA LÉGISLATION GÉNÉRALE DE PROTECTION DU CONSOMMATEUR.....</i>	67
1. OBJET ET DÉFINITIONS.....	68
2. L'INFORMATION PRÉCONTRACTUELLE.....	69
3. LA FORMATION DU CONTRAT	71
4. LES PRATIQUES INTERDITES	73
<i>SECTION 5. LES PRATIQUES DE MARCHÉ DÉLOYALES ENTRE ENTREPRISES</i>	75
<i>SECTION 6. LE CRÉDIT À LA CONSOMMATION</i>	79
1. CHAMP D'APPLICATION DE LA LÉGISLATION	79
2. STATUT DES PRÊTEURS ET INTERMÉDIAIRES	80
3. L'INFORMATION DU CONSOMMATEUR ET LA FORMATION DU CONTRAT.....	81
4. LE CONTENU ET L'EXÉCUTION DU CONTRAT	82
<i>SECTION 7. ACTION EN CESSATION ET SANCTIONS</i>	85
1. L'ACTION EN CESSATION	85
2. LES SANCTIONS PÉNALES ET LES AMENDES ADMINISTRATIVES.....	86

CHAPITRE V - LA PROTECTION DE LA CONCURRENCE 89

<i>SECTION 1. LE DROIT EUROPÉEN.....</i>	89
1. L'INTERDICTION DES ENTENTES.....	90
2. L'INTERDICTION DES ABUS DE POSITION DOMINANTE.....	101
3. LE CONTRÔLE DES CONCENTRATIONS.....	106
<i>SECTION 2. LE DROIT BELGE.....</i>	108

CHAPITRE VI - LES EFFETS DE COMMERCE ET LA TITRISATION..... 111

<i>SECTION 1. LA LETTRE DE CHANGE</i>	112
1. NOTION, ORIGINE, FONCTIONS, VOCABULAIRE	112
2. FORME.....	113
3. RÉGIME.....	114
<i>SECTION 2. LE BILLET À ORDRE.....</i>	116
<i>SECTION 3. LE CHÈQUE.....</i>	117

1. NOTIONS GÉNÉRALES	117
2. LA PROVISION.....	118
3. CHÈQUE VISÉ, CERTIFIÉ OU GARANTI	119
SECTION 4. SYNTHÈSE	120
CHAPITRE VII - QUELQUES CONTRATS FRÉQUENTS DANS LA VIE ÉCONOMIQUE	121
SECTION 1. LA VENTE	121
1. PARTICULARITÉS DES VENTES À CARACTÈRE MIXTE	121
2. PARTICULARITÉS DES VENTES COMMERCIALES AU SENS STRICT	121
3. PARTICULARITÉS COMMUNES.....	122
SECTION 2. LE CONTRAT D'ENTREPRISE	123
1. LES TRAVAUX IMMOBILIERS	124
2. LE TRANSPORT.....	125
SECTION 3. LES CONTRATS DES INTERMÉDIAIRES	126
1. LA CONCESSION DE VENTE	126
2. LA FRANCHISE.....	127
3. L'AGENCE COMMERCIALE (AUTONOME).....	127
4. LE CONTRAT DE COMMISSION.....	129
5. LE CONTRAT DE COURTAGE.....	129
SECTION 4. LE BAIL COMMERCIAL	130
1. NOTION	130
2. DURÉE.....	130
3. RENOUVELLEMENT	131
4. TRAVAUX.....	132
5. CÉSSION ET SOUS-LOCATION	132
SECTION 5. LE GAGE	133
1. NOTIONS GÉNÉRALES	133
2. LE GAGE CONSTITUÉ PAR DES ENTREPRISES	134
3. LE GAGE SUR FONDS DE COMMERCE	134
4. LE NANTISSEMENT DE FACTURES	135
SECTION 6. LES OPÉRATIONS BANCAIRES	136
1. LES COMPTES.....	136
2. LE CRÉDIT.....	137